

Central

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

PALAIS DE LA PAIX 2517 KJ LA HAYE PAYS-BAS

TÉLÉPHONE: +31 (0)70 302 23 23

TELEFAX: +31 (0)70 364 99 28

TÉLÉGR.: INTERCOURT LAHAYE

ADRESSE ÉLECTR.: mail@icj-cij.org

SITE INTERNET: www.icj-cij.org



PEACE PALACE 2517 KJ THE HAGUE NETHERLANDS

TELEPHONE: +31 (0)70 302 23 23

TELEFAX: +31 (0)70 364 99 28

CABLES: INTERCOURT THEHAGUE

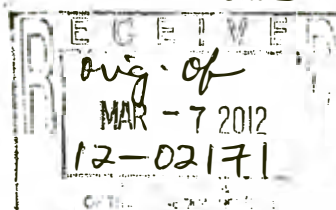
E-MAIL: mail@icj-cij.org

WEBSITE: www.icj-cij.org

Le Président

The President

139879



6 March 2012

Dear Mr. Secretary-General,

By letter of 1 February 2012 addressed to the Deputy Secretary-General (to whom you had been good enough to indicate that any communication concerning pensions of Members of the Court should be sent). President Owada requested that the attached document, expressing the concerns and comments of the Court with respect to document A/66/617, be circulated as an official document of the General Assembly. President Owada's letter remained unanswered.

It now seems that the Fifth Committee of the General Assembly has started its examination of documents A/66/617 (report of the Secretary-General) and A/66/709 (report of ACABQ) without the Court's document having been distributed as duly requested.

You will of course realize that this could place the future of the Court in considerable jeopardy, since, on such a serious matter involving fundamental principles enshrined in the Statute of the Court, the ~~latter~~ will not be in a position to offer the necessary comments before a decision is taken by the General Assembly.

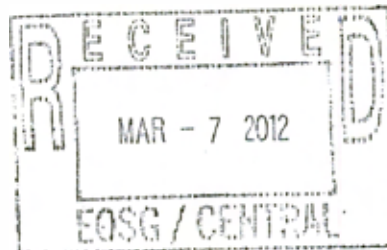
The Court therefore ventures to request again the immediate circulation of its views as an official document of the General Assembly and would be very grateful if all appropriate steps could be taken to prevent further discussion of the issue as long as these views have not been duly communicated to and examined by Member States.

Accept, Mr. Secretary-General, the assurances of my highest consideration.

Peter Tomka

Peter Tomka
President

His Excellency
Mr. Ban Ki-moon
Secretary-General of the United Nations
United Nations
New York, N. Y. 10017
United States of America



HRM/17/004; LEG/03/010

**OBSERVATIONS ET PREOCCUPATIONS DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE SUSCITEES
PAR LE RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'«ÉTUDE APPROFONDIE DU REGIME DE
PENSIONS DES MEMBRES DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE, DES JUGES DU
TRIBUNAL PENAL INTERNATIONAL POUR L'EX-YOUGOSLAVIE ET DU
TRIBUNAL PENAL INTERNATIONAL POUR LE RWANDA»**

I. Contexte

1. Conformément à la résolution 65/258 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a dressé un rapport sur l'«Etude approfondie du régime de pensions des membres de la Cour internationale de Justice, des juges du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda» et l'a soumis à l'Assemblée générale afin que celle-ci l'examine à sa soixante-sixième session.

2. Certaines des propositions contenues dans le rapport sont source de préoccupation pour la Cour en ce qu'elles paraissent mettre en péril son intégrité statutaire et celle de ses membres. Afin d'aider l'Assemblée à prendre les décisions appropriées, la Cour a l'honneur de soumettre un bref mémorandum expliquant ses préoccupations d'ordre institutionnel.

II. Applicabilité d'un nouveau régime de pensions

3. La Cour souhaiterait tout d'abord appeler l'attention de l'Assemblée sur un point important : compte tenu de la fermeture imminente des deux tribunaux, seuls les membres de la Cour internationale de Justice seront en réalité concernés par les propositions contenues dans le rapport. En vertu de l'article 32 du Statut de la Cour, les pensions des membres de la Cour ne peuvent être diminuées pendant la durée de leurs fonctions. Par conséquent, comme l'ont souligné le Secrétaire général et le comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans leurs rapports respectifs sur la question¹ à la soixante-cinquième session, les changements proposés, s'ils étaient approuvés, ne devraient pas avoir d'incidence sur les pensions des juges en exercice ou à la retraite, lesquels ne seraient pas affectés et continueraient de bénéficier des mêmes droits sur la base des conditions d'emploi existantes. Les seules personnes auxquelles s'appliquerait le nouveau régime seraient donc les futurs juges de la Cour internationale de Justice. Compte tenu du taux de renouvellement du siège que la Cour a jusqu'à présent connu, le nouveau régime ne concernerait que très peu de personnes et les économies réalisées par l'Organisation en seraient d'autant plus limitées.

III. Egalité des membres de la Cour

4. Avant d'envisager un nouveau régime de pensions, il est essentiel de ne pas perdre de vue la nature et la mission *sui generis* qui sont celles de la Cour aux termes de la Charte des Nations Unies ainsi que le statut particulier de ses membres. Il est d'une importance fondamentale pour l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies chargé de connaître des différends entre Etats souverains que soit garantie une stricte égalité entre ses membres. L'égalité entre les juges de la Cour, ainsi qu'entre les grandes formes de civilisation et entre les principaux systèmes juridiques du monde qu'ils représentent, est un principe fondamental du Statut de la Cour.

¹ Voir A/65/134 et corr. 1 et A/65/533.

Il est donc absolument capital, pour la bonne administration de la justice internationale, que les Etats souverains soient convaincus de l'égalité totale entre les juges qu'ils ont désignés pour siéger et les autres membres de la Cour. C'est là un principe essentiel pour garantir que l'égalité souveraine des Etats, fondement de l'ordre juridique international actuel, prévale également dans les procédures judiciaires qui les opposent.

5. Cette nécessaire égalité ne se limite pas aux aspects strictement judiciaires, mais s'applique également aux conditions d'emploi, y compris aux traitements et aux pensions des juges. La Cour comprend parfaitement qu'il puisse exister des raisons d'adapter progressivement les régimes de pensions à l'évolution des circonstances et qu'il ne soit pas forcément possible de maintenir indéfiniment un tel régime sous une forme particulière, mais il est essentiel que ces adaptations ne modifient pas substantiellement le principe fondamental selon lequel tous les juges doivent être sur un pied d'égalité.

IV. Carrière indépendante de neuf ans et indépendance des membres de la Cour

6. Dans les différentes formules examinées, les juges réélus au moins une fois sont nettement favorisés — bien plus encore qu'aujourd'hui — par rapport à ceux qui n'exercent qu'un seul mandat (voir, plus loin, le paragraphe 18). Suivant le rapport, cette distinction se justifierait par la prise en compte du parcours professionnel des juges et des droits à pension dont ils seraient déjà titulaires avant leur entrée en fonctions. Cependant, les membres de la Cour sont élus pour un mandat de neuf ans et, du fait de la nature élective leurs fonctions, ce mandat a toujours été considéré comme constituant une carrière indépendante. Un régime de pensions qui prendrait en considération les fonctions antérieures des membres de la Cour risquerait de poser des difficultés juridiques et pratiques, et nuirait au bon fonctionnement de l'institution.

7. L'indépendance absolue qui doit être celle des membres de la Cour (voir l'article 2 du Statut de la Cour) implique que leur parcours professionnel antérieur ne puisse être directement lié à leur carrière à la Cour. Un régime de pensions qui tiendrait compte des rémunérations nationales antérieures et de la pension nationale correspondante serait exposé à l'ingérence des Etats qui, par les décisions qu'ils prendraient concernant ces rémunérations et ces pensions, mettraient directement en péril l'indépendance de l'institution.

8. En outre, le fait d'établir un lien entre le mandat des membres de la Cour et leur carrière passée serait discriminatoire, car, même pour ceux qui exercent les plus hautes fonctions, les rémunérations varient considérablement d'un Etat membre de l'Organisation à un autre.

9. Ce régime pourrait également dissuader les ressortissants de certains pays à se porter candidats, même si un juge doit être élu sans égard à sa nationalité. Compte tenu de la nature exceptionnelle des qualifications et de l'expérience requises pour siéger à la Cour, toute mesure susceptible de décourager les personnes les plus hautement qualifiées de se présenter à l'élection pourrait avoir de graves incidences sur la qualité des travaux judiciaires de l'institution.

10. La Cour note également que, dans un précédent rapport, le Secrétaire général avait souscrit au principe selon lequel les membres de la Cour ne devraient pas contribuer à leur régime de pension et avait en outre estimé qu'il ne fallait pas prendre en compte leurs fonctions antérieures pour calculer le revenu de remplacement aux fins de la pension².

² Examen par l'actuaire-conseil des dispositions du régime de retraite applicable aux membres de la Cour internationale de Justice : annexe au rapport du Secrétaire général (Nations Unies, doc. A/C.5/50/18).

V. Comparaison avec d'autres régimes de pensions

11. Tant dans le corps du rapport qu'en annexe 2, une comparaison est établie entre les pensions des membres de la Cour internationale de Justice et celles des membres d'autres organes judiciaires internationaux ou nationaux, ainsi que des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies. Or, ces pensions ne sauraient être comparées. La situation des membres de la Cour internationale de Justice, chargés de la mission spécifique et unique de connaître de différends entre Etats souverains à l'échelon mondial, sur tout point de droit international, est fondamentalement différente.

12. Les membres de la Cour ne sont pas des fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation, et l'Assemblée générale, rappelant que la Cour internationale de Justice est l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies, a toujours réaffirmé le principe selon lequel les conditions d'emploi et de rémunération des juges de la Cour devaient être différentes et distinctes de celles des fonctionnaires du Secrétariat (résolution 61/262 du 4 avril 2007 de l'Assemblée générale). Au paragraphe 2 de sa résolution 65/258, l'Assemblée générale a réaffirmé ce principe, qui aurait dû sous-tendre le rapport du Secrétaire général.

13. Il aurait été plus réaliste d'établir une comparaison avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ; sa situation, sur laquelle l'Assemblée générale s'est fondée pour établir le régime de pensions des membres de la Cour, présente certaines similitudes avec celle des membres de la Cour, en particulier la difficulté — et souvent le peu d'opportunité — pour les membres de la Cour à la retraite de reprendre leurs fonctions antérieures ou même d'en occuper de nouvelles³.

14. La Cour souhaiterait souligner en outre que, conformément à son instruction de procédure VIII, un membre de la Cour ne peut, pendant une période de trois ans suivant son départ, exercer d'activités judiciaires en tant qu'agent, conseil ou avocat dans une affaire portée devant la Cour. De fait, même au-delà de cette période obligatoire de trois ans, l'exercice de telles fonctions peut se révéler problématique, en particulier pour des raisons de confidentialité et d'éthique professionnelle. Des difficultés similaires peuvent même se poser en ce qui concerne les fonctions de conseil devant d'autres organes judiciaires. Les possibilités d'emploi des anciens membres de la Cour en sont donc grandement réduites.

15. En outre, la comparaison avec les juges ayant exercé au sein de systèmes nationaux ou d'organisations régionales présente peu d'intérêt, compte tenu des contextes très différents dans lesquels s'exercent ces fonctions respectives. Il convient également d'être très prudent lorsque l'on compare les revenus de remplacement, car la rémunération réelle à laquelle ils s'appliquent varie considérablement.

VI. Les différentes formules proposées

16. Outre ces considérations générales, qui valent pour tout régime de pensions appliqué à ses membres, la Cour a également quelques observations à formuler sur chacune des formules proposées dans le rapport en vue de modifier son régime de pensions actuel.

17. S'agissant du régime à prestations définies (option A), la Cour rappellera que, depuis 1960, l'Assemblée générale, le Secrétariat et elle-même s'accordent à reconnaître qu'une pension représentant, au terme du mandat plein de neuf ans tel que fixé dans le Statut, la moitié du traitement versé aux membres de la Cour constitue un revenu de remplacement raisonnable, eu

³ Mémorandum du greffier de la Cour en date du 13 juin 1946, appendice A au rapport du Secrétaire général (Nations Unies, doc. A/110).

égard aux spécificités de leur fonction judiciaire. Or, le régime à prestations définies, que l'actuaire présente aujourd'hui comme «un régime approprié pour les nouveaux membres de la Cour» [*traduction du Greffe*] au paragraphe 57 du rapport, entraînerait une réduction sensible de la pension versée à un membre de la Cour au terme d'un mandat plein de neuf ans. En effet, à l'issue de ce mandat de neuf ans, tel qu'établi par le Statut de la Cour (paragraphe 1 de l'article 13), le régime de pensions proposé ferait chuter le niveau du revenu de remplacement de 50 à 33 %.

18. La Cour saisit cette occasion pour rappeler une nouvelle fois que, aux termes de l'article 9 de son Statut, son rôle est de représenter «[l]es grandes formes de civilisation et [l]es principaux systèmes juridiques du monde». Le régime à prestations définies proposé favoriserait, bien plus encore qu'aujourd'hui, les juges réélus pour un second mandat, soit ceux qui exercent leurs fonctions dix-huit ans durant ; le mandat de neuf ans — qui, selon le paragraphe 1 de l'article 13 du Statut, constitue une carrière à la Cour — perdrait ainsi beaucoup de son attrait, ce qui risquerait de nuire au renouvellement du siège et, à plus long terme, au caractère universel de la Cour. Il serait regrettable de remettre en cause ce système, qui a été établi en 1920 et qui sous-tend l'existence même de la Cour.

19. Le régime à cotisations définies (option B) manque quelque peu de clarté, du moins tel qu'il est présenté. Sous sa forme actuelle, il repose simplement sur une hypothèse générale en matière d'investissements. En outre, les modalités de mise en œuvre d'un tel régime et son coût restent flous. Ainsi qu'exposé aux paragraphes 45 et 47 du rapport, un régime à cotisations définies poserait certains problèmes administratifs. Le service financier du Greffe, dont les effectifs sont très limités, ne pourrait en assurer la gestion et encore moins effectuer les investissements requis. Il aurait été intéressant de disposer d'une estimation des coûts administratifs induits par l'option B pour les mettre en balance avec le petit nombre de pensions individuelles à gérer. Qui plus est, il est évident qu'un tel régime nuirait aux droits dont bénéficient les conjoints et les enfants à charge.

20. Quelle que soit la formule proposée, il est essentiel de bien comprendre pourquoi les membres de la Cour bénéficient d'un régime de pensions non-contributif, et toute modification proposée doit tenir compte des raisons justifiant ce choix. Peut-être serait-il utile de rappeler que le principe du caractère non-contributif des pensions versées aux membres de la Cour était déjà fermement établi à l'époque de la Société des Nations, et qu'il a été maintes fois réaffirmé depuis lors. Ce principe est lié à celui, reconnu par l'Assemblée de la Société des Nations, du droit à pension des membres de la Cour. La Cour rappelle en outre qu'en 1946, l'Assemblée générale a réaffirmé, dans sa résolution 86 (I) du 11 décembre 1946, que le coût des pensions des membres de la Cour était entièrement à la charge de l'Organisation des Nations Unies ; en d'autres termes, les juges n'auraient pas à cotiser à la Caisse des pensions de l'Organisation.

21. Le rapport propose enfin (option C) un système basé sur le versement d'une indemnité forfaitaire en espèces au lieu d'un régime de pensions à cotisations définies. Un tel système revient en pratique à substituer la pension des juges par le versement d'un capital, avec toutes les incertitudes et les impondérables que cela implique en termes de revenus futurs. Le droit des membres de la Cour à une pension garantie est reconnu en tant que tel depuis l'époque de la Société des Nations, et il n'a jamais été remis en question. Le rapport indique à juste titre, au paragraphe 52, que l'adoption d'un tel système serait difficile à concilier avec le paragraphe 7 de l'article 32 du Statut de la Cour. Le retrait de ce droit lèserait non seulement les juges de manière directe, mais aussi leurs conjoints et enfants à charge, qui perdraient du même coup leurs droits correspondants.

22. En outre, toute tentative d'adapter le régime de pensions à chacun des membres de la Cour afin de prendre en compte tous les droits à pension acquis dans le cadre de fonctions antérieures, y compris la valeur de tout investissement effectué en leur faveur en prévision de leur retraite, poserait à la fois des questions de principe et des problèmes pratiques. Premièrement, cette solution personnalisée, «sur mesure», en matière de pensions constituerait une **nouveauté** absolue

en ce qui concerne non seulement le régime de pensions des membres de la Cour mais aussi, probablement, les régimes de pensions en vigueur dans la plupart des autres organes judiciaires ainsi qu'au sein de l'Organisation des Nations Unies. Cela reviendrait à ignorer des principes fondamentaux tels que «à travail égal salaire égal» et soulèverait la question difficile de la distinction entre ce qui doit être considéré comme «pension» et ce qui doit être considéré comme «investissement en vue de la retraite» effectué notamment pour des raisons fiscales.

23. Outre ces questions de principe, se poserait également celle du respect de la vie privée dès lors qu'il y aurait lieu de demander aux membres de la Cour comment ont été placées leurs ressources afin de constituer leurs droits à pension ou investissements en vue de la retraite. De plus, les régimes de pensions nationaux varient considérablement d'un pays à l'autre et il serait très difficile, voire impossible, d'obtenir des informations précises sur le montant de la pension nationale auquel un membre de la Cour aurait droit le moment venu. Même si les juges étaient parfaitement disposés à fournir de tels renseignements et s'il était possible, en pratique, de concevoir un régime de pensions fondé sur leurs droits à pension acquis et sur les investissements effectués en vue de leur retraite, la gestion d'un tel régime serait complexe et coûteuse et exigerait des moyens supplémentaires dont la Cour ne dispose pas actuellement. Les risques que les coûts administratifs supplémentaires dépassent toute économie réalisée en matière de pensions sont réels.

VII. Conclusion

24. La Cour prie respectueusement l'Assemblée générale, lorsqu'elle examinera la question d'un nouveau régime de pensions, de mettre soigneusement en balance, d'un côté, les conséquences négatives sur l'intégrité statutaire de la Cour et de ses membres, ainsi que sur l'attrait et l'efficacité à long terme de l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies et, de l'autre, les économies escomptées, qui seraient minimales en l'occurrence, étant donné le très petit nombre de personnes concernées.

**RESUME DES OBSERVATIONS ET PREOCCUPATIONS
DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE**

- Fermeture imminente des tribunaux, seuls les juges de la C.I.J. sont donc affectés — Inapplicabilité du nouveau régime de pensions aux juges de la C.I.J. en exercice, ne vise donc que les futurs juges — Nombre limité de personnes concernées ;
- Nature *sui generis* de la mission de la Cour aux termes de la Charte des Nations Unies — Règlement de différends entre Etats souverains et égaux — Importance fondamentale pour la bonne administration de la justice internationale que tous les juges et les systèmes juridiques soient strictement sur un pied d'égalité — Toute modification du régime de pensions exige la plus grande prudence ;
- Un mandat unique de neuf ans a toujours constitué une carrière indépendante — La prise en compte des fonctions antérieures ouvre la porte à l'ingérence des Etats — Menace pour l'indépendance de la Cour — La prise en compte des fonctions antérieures peut également être discriminatoire — Risque que les personnes les plus hautement qualifiées soient dissuadées de se porter candidates — Le Secrétaire général s'est déjà exprimé contre la prise en compte des fonctions antérieures ;
- Absence de pertinence de la situation des juges d'organes judiciaires nationaux ou internationaux, ainsi que des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies — Possibilités d'emploi réduites pour les anciens membres de la Cour — Similitudes avec la situation du Secrétaire général de l'ONU ;
- Régime à prestations définies (option A) — Pour les juges exerçant un seul mandat, le niveau du revenu de remplacement chuterait de 50 à 33 % — Un mandat unique a toujours été considéré comme constituant une carrière — Défavoriser bien plus encore qu'aujourd'hui les juges exerçant leurs fonctions durant un seul mandat pourrait nuire au renouvellement du siège et au caractère universel de la Cour — Remise en cause du système établi depuis 1920 ;
- Régime à cotisations définies (option B) — Manque de clarté — Hypothèses en matière d'investissement injustifiées — Coûts administratifs excessifs — Le principe de base d'un régime de pensions non-contributif doit demeurer intangible ;
- Versement d'une indemnité forfaitaire (option C) — Equivaut à dénaturer les droits à pension — Remet en question le droit reconnu des juges à percevoir une pension — Incompatible avec le paragraphe 7 de l'article 32 du Statut de la Cour ;
- La possibilité d'adapter sur mesure les pensions à chacun des membres de la Cour afin de prendre en compte leurs droits à pension et les investissements effectués en vue de leur retraite pose de graves questions de principe et de mise en pratique — La nouvelle approche ignore le principe fondamental «à travail égal salaire égal» — Questions concernant le respect de la vie privée — Gestion complexe et coûteuse ;
- Conclusion — Nécessité de mettre en balance les conséquences négatives des formules proposées sur l'intégrité statutaire de la Cour et sur l'efficacité de son fonctionnement et les économies minimales escomptées.

Observations and concerns of the International Court of Justice with regard to the report of the Secretary-General concerning the “Comprehensive review on the pension schemes for the Members of the International Court of Justice and judges of the International Tribunal for the former Yugoslavia and the International Criminal Tribunal for Rwanda”

I. Background

1. In accordance with General Assembly resolution 65/258, the Secretary-General has prepared a report on the “Comprehensive review on the pension schemes for the Members of the International Court of Justice and judges of the International Tribunal for the former Yugoslavia and the International Criminal Tribunal for Rwanda” and submitted it to the General Assembly for consideration at the current, sixty-sixth session.

2. Some of the proposals made in the report raise concerns for the Court as to the integrity of its Statute and the status of its members. In order to assist the Assembly in taking the relevant decisions, the Court is pleased to submit a short paper explaining its institutional concerns.

II. Applicability of a new pension scheme

3. The Court would like to begin by drawing the attention of the Assembly to an important point: given the impending closure of the two Tribunals, the proposals in the report would effectively relate solely to Members of the International Court of Justice. Under Article 32 of the Court’s Statute, the pensions of sitting Members of the Court may not be decreased during their term of office. Therefore, as the Secretary-General and the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions stressed in their respective reports on the matter to the sixty-fifth session¹, the proposed change, if approved, could not impact upon the pensions of serving or retired judges, who would remain unaffected, with their entitlements continuing on the basis of the existing conditions of service. Hence, the only persons to whom the new scheme would apply would be future judges of the ICJ. Given past and current patterns of rotation, this would be a very limited number of individuals, resulting in correspondingly limited savings to the Organization.

III. Equality of Members of the Court

4. When envisaging a new pension scheme, it is essential to maintain sight of the Court’s *sui generis* nature and mission under the United Nations Charter, and the constitutional status of its Members. It is of fundamental importance for the principal judicial organ of the United Nations, which has to deal with disputes between sovereign States, that strict equality of treatment of all judges on the Bench be guaranteed. Equality between the judges of the Court, as well as between the main forms of civilization and between the principal legal systems of the world that they represent, is a fundamental principle underlying the Statute of the Court. It is therefore absolutely essential for the proper administration of international justice that sovereign States should be assured that the judges they have chosen are sitting on terms of complete equality with the other Members of the Court. That is a principle fundamental to ensuring that the sovereign equality of States, which underlies the current international legal system, is also guaranteed in judicial proceedings between them.

5. The need for equality is not confined to strictly judicial aspects, but also applies to conditions of employment, including salaries and pensions. While the Court appreciates that there may indeed be reasons to adapt pension schemes to changing circumstances over time and that it may not be possible permanently to maintain a pension scheme in a particular form, it is essential that such adaptations do not affect in substance the fundamental principle that all judges should be treated equally.

IV. Nine-year autonomous career and independence of Members of the Court

¹ See A/65/134 and A/65/533

6. In its discussion of the various options, the Report effectively — and far more drastically than is now the case — places single-term judges at a disadvantage in relation to those elected to serve a second or further term (see further, para. 18 below). The Report seeks to justify this distinction by proposing to take account of judges' previous professional careers and of any pension benefits deriving therefrom. However, membership of the Court is a unique elective position, whose term of nine years has always been treated as an autonomous career. A pension scheme designed to take into consideration prior employments of the Members of the Court would face major legal and practical difficulties, and could impede the proper functioning of the institution.

7. The absolute independence expected of the Members of the Court (see Article 2 of the Statute of the Court) implies that their previous professional careers cannot be directly linked to their mandate at the Court. Any pension scheme that took account of prior national income and corresponding national pensions would be open to the risk of interference by States through decisions affecting such incomes and pensions, thus directly jeopardizing the institution's independence.

8. Furthermore, establishing a link between the Members of the Court and their previous careers would be discriminatory, as the treatment of individuals, **even** those appointed to the highest offices, varies greatly among the Member States of the United Nations.

9. This could also dissuade candidates from certain countries from standing for election to the Court, notwithstanding the fact that Members of the Court should be elected regardless of their nationality. In view of the exceptional nature of the qualifications and experience required to serve at the Court, any measure which might discourage the most highly qualified individuals from standing for election could seriously affect the quality of the institution's judicial work.

10. The Court further notes that, in a previous report, the Secretary-General, in addition to his support for the principle that Members of the Court should not contribute to their pension scheme, also took the view that the prior employment of Members of the Court should not be taken into consideration in establishing the level of income replacement for their pensions.²

V. Comparison with other pension schemes

11. Both in the body of the text and in annex 2, the Report draws a comparison between the pensions of Members of the International Court of Justice and members of other international or national courts and tribunals, as well as those of United Nations officials. However, such a comparison is misleading. There is a fundamental difference in the situation of Members of the International Court of Justice, who have the specific and unique task of adjudicating upon disputes between sovereign States on any point of international law, and at a universal level.

12. Judges of the International Court of Justice are not officials of the Secretariat, and the General Assembly, recalling that the International Court of Justice is the principal judicial organ of the United Nations, has constantly reaffirmed the principle that the conditions of service and compensation of judges of the Court must be separate and distinct from those of Secretariat officials (A/RES/61/262 of 4 April 2007). Resolution A/RES/65/258 itself, in paragraph 2, reaffirmed that this principle should govern the Secretary-General's report.

13. Rather, a comparison with the Secretary-General of the United Nations would be more realistic, due to a certain analogy as regards the pension situation of Members of the Court and the Secretary-General, on which the General Assembly based itself in establishing the pension plan for

² Conditions of service and compensation for . . . Members of the International Court of Justice; Report of the Secretary-General (UN doc. A/C.5.50/18).

Members of the Court, in particular the fact that it is difficult — and seldom appropriate — for retired Members of the Court to resume their previous careers, or indeed to take up any new post³.

14. The Court would further point out that, under Practice Direction VIII of the Court, a Member of the Court may not engage in judicial activities as agent, counsel or advocate in a case before the Court during a three-year period following separation from the Court. And indeed, even beyond the mandatory three-year pause, it may be problematic for former Court Members, in particular for reasons of confidentiality and professional ethics, to undertake any such activities. Similar difficulties may even arise in relation to advocacy before other judicial bodies. This greatly limits employment possibilities for former Members of the Court.

15. Furthermore, comparison with judges in domestic systems or regional organizations is of limited interest, given the wide differences of context in which these respective functions are exercised. Moreover, the greatest care should be exercised when comparing income replacements, because the actual salaries to which they apply differ very widely.

VI. Proposed pension scheme options

16. Further to these general considerations, which are relevant to any pension scheme applicable to the Members of the Court, the Court would also like to make some comments on specific issues relating to each of the options for modification of the current pension scheme of Members of the Court that are presented in the report.

17. Regarding the defined benefit scheme (Option A), the Court would recall that, since 1960, the General Assembly, the Court and the Secretariat have accepted that a pension amounting to half of the salary of the Members of the Court, after a full statutory term of nine years, represented a reasonable replacement income, in view of the specific nature of their judicial function. By contrast, the defined benefit scheme, which is presented today by the actuary as “an appropriate retirement benefit scheme for new Members of the Court” in paragraph 57 of the report, would result in a significant decrease in the pension of a Member of the Court after a full term of nine years. In fact, at the end of such a nine-year term, as fixed by the Statute of the Court (Article 13, paragraph 1), the proposed pension scheme would result in a fall in the income replacement level from 50 per cent to 33 per cent.

18. The Court takes this opportunity to recall once again that, pursuant to Article 9 of its Statute, the Court should represent “the main forms of civilization and . . . the principal legal systems of the world”. The proposed defined benefit scheme would, far more drastically than it does now, favour judges serving for two terms, or 18 years; at the same time, it would seriously reduce the relevance of the term of nine years which, according to Article 13, paragraph 1, of the Statute, constitutes a career at the Court. This could have adverse consequences for the rotation of the Bench and, in the long term, for the universal character of the Court. It would be inappropriate to interfere with this system, which was established in 1920 and ensures the very existence of the Court.

19. The defined contribution scheme (Option B) as presented is not particularly clear. As it stands, it is merely based on a general assumption related to investments. Furthermore, the way in which such a pension scheme might be implemented, and the corresponding costs, remain unclear. As the report points out in paragraphs 45 and 47, a defined contribution scheme would face administrative challenges. The Finance Division of the Registry has very limited resources and could not be responsible for the administration of such a scheme, still less select investments for the benefit of the Members of the Court. It would have been interesting to receive calculations of the administrative costs of Option B and to balance these against the limited number of individuals whose pensions

³ Memorandum of the Registrar of the Court dated 13 June 1946, App. A to the Report of the Secretary-General (UN doc. A/110).

would be managed. Moreover, it is obvious that, in such a scheme, the related rights of spouses and dependent children are made more vulnerable.

20. With respect to any such proposal, it is essential that the rationale behind the non-contributory nature of the pensions of ICJ Members be properly explained, and any proposed change to the pension scheme should take into account the underlying principles justifying its non-contributory nature. It might be useful to recall that the principle of the non-contributory nature of the pensions of the Members of the Court was already firmly established under the auspices of the League of Nations, and has been consistently reaffirmed since then. It was linked to the principle, recognized by the Assembly of the League of Nations, of a right to a pension for the Members of the Court. The Court further recalls that in 1946, the General Assembly reaffirmed, in its resolution 86 (I) of 11 December 1946, that the costs of pensions of Members of the Court were to be borne entirely by the United Nations, that is to say, Members of the Court would not have to contribute to the pension fund of the Organization.

21. The report further proposes (Option C) a system based on payment of a cash lump-sum in lieu of a defined pension contribution scheme. This amounts in practice to commutation of the judge's pension in return for a capital payment, with all the uncertainties and imponderables which that involves in terms of future income. The right of Members of the Court to a pension producing a guaranteed income has been recognized since the era of the League of Nations, and has never been challenged. The report rightly points out, in paragraph 52, that the adoption of such a scheme would be difficult to reconcile with Article 32, paragraph 7, of the Statute of the Court. The withdrawal of this right would not only affect the judges directly, but also their spouses and dependent children, whose related rights would also disappear.

22. Furthermore, any attempt to adapt the pension scheme for each individual Member of the Court in order to take into account previous assets and acquired pension rights from employment prior to joining the Court, would raise a number of other problems, both of principle and in practice. In the first place, such a personalized, "tailor-made" approach to pensions would be a complete novelty in the pension scheme for Members of the Court and probably in pension schemes of most other courts, as well as within the United Nations. It would ignore such basic principles as equal pay for equal work and would raise difficult issues of distinguishing between what is considered as "pension" and what is considered as "retirement investment" prompted by tax and other incentives.

23. Over and above these questions of principle, there are privacy issues at stake in asking Members of the Court if and how they have invested their money in order to build up their pension rights and other assets during past service. Moreover, national pension schemes vary greatly from country to country and it would be very difficult, if not impossible, to obtain precise information about the amount of national pension a Member of the Court would receive upon retirement. Even if judges were to be completely forthcoming in providing such information and it were possible in practice to design a pension scheme based on judges' acquired pension rights and assets, it would be complex and costly to administer, requiring additional capacity which the Court currently does not have. There is a real risk that the additional administrative costs would outweigh any savings in the cost of pensions.

VII. Conclusion

24. The Court would kindly ask the General Assembly, in considering its decision on a new pension scheme, to carefully balance, on the one hand, the disadvantages in terms of the integrity of the constitutional status of the Court and its Members, as well as the attractiveness and long-term efficiency of the principal judicial organ of the United Nations, against, on the other hand, the savings envisaged, which in this case would be minimal, given the very small number of persons actually concerned.

Summary of the observations and concerns of the International Court of Justice

- Impending closure of Tribunals, hence only ICJ judges affected – inapplicability of new scheme to serving ICJ judges, therefore concerns only future judges – limited numbers involved;
- Sui generis nature of Court's mission under UN Charter – settlement of disputes between sovereign and equal States – essential for proper administration of international justice that all judges and legal systems enjoy complete equality of treatment – any adaptation of the pension scheme requires the greatest care;
- Single nine-year term has always constituted autonomous career – taking account of prior employment is open to risk of interference by States – threat to Court's independence – consideration of previous employment also potentially discriminatory – could further discourage candidacy of most highly qualified individuals – Secretary-General has previously expressed himself against consideration of previous employment;
- Irrelevance of situation of judges of other international and national courts and tribunals, as well as of UN officials – limited employment possibilities for former Court Members – similarities with situation of UN Secretary-General;
- Defined Benefit Scheme (Option A) – for single-term judge, income replacement level would fall from 50 % to 33% – single term always regarded as a full career – placing single-term judges at an even greater disadvantage than at present could adversely effect rotation of the Bench and Court's universal character – interference with system established since 1920;
- Defined Contribution Scheme (Option B) – details unclear – unjustified investment assumptions – excessive administration costs – essential that basic principle of non-contribution remain unaffected;
- Lump-sum payment (Option C) – amounts to commutation of pension rights – challenge to established right of judges to receive a pension – incompatibility with Art. 32(7) of Court Statute;
- Possibility of "tailoring" pensions of individual judges to take account of acquired pension rights and assets raises serious issues of principle and practice – novel approach, ignores basic principle of equal pay for equal work – privacy issues - complex and costly to administer;
- Conclusion – need to balance disadvantages of proposals to integrity of Statute and efficient functioning of Court against minimal savings envisaged.